

**Union européenne - Usage du
français dans l'Union européenne -
Réponse de M. Jean-Yves Le Drian,
ministre de l'Europe et des affaires
étrangères, à une question au
gouvernement à l'Assemblée
nationale**

(Paris, 31 octobre 2018)

Monsieur le Député,

À l'Académie française le 20 mars dernier, le président de la République a fixé la stratégie pour la promotion du français et du multilinguisme et nous nous inscrivons dans cette dynamique. C'est d'autant plus vrai maintenant pour les institutions européennes, singulièrement, à la suite du Brexit.

Dans cette perspective, je vois pour ma part trois priorités :

La première, la plus évidente et qu'il convient de répéter, c'est que nos propres représentants s'expriment en français, et que les francophones fassent de même. Et nous avons, à cet égard, diffusé un vadémécum pour que, par une démarche d'exemplarité, nous puissions soutenir l'usage de notre langue.

Deuxièmement, nous travaillons à développer l'offre de formation en français au profit des fonctionnaires européens. Nous en avons formé 60.000 par l'Alliance française et nous voulons renforcer singulièrement ces actions au cours des semaines qui viennent.

Enfin, troisième priorité, il nous faut favoriser encore plus aujourd'hui qu'hier le recrutement de nos compatriotes au sein des institutions européennes et nous allons mettre en oeuvre des forums d'attractivité des carrières européennes pour nos compatriotes.

Enfin, Monsieur le Député, vous étiez à Erevan au Sommet de la Francophonie et vous avez pu constater que dix-sept membres européens de l'Organisation de la Francophonie ont souhaité publier un plaidoyer pour la langue française, qui sera diffusé et qui sera mis en oeuvre par l'ensemble des acteurs de la Francophonie. Nous organiserons à cet effet au premier semestre 2019 à Bruxelles un grand forum de mobilisation pour la Francophonie et le multilinguisme. Vous le voyez, nous sommes très actifs sur ce sujet./.